

## INDE

### Les laissés pour compte de l'Etat

*Le modèle de développement indien comporte un paradoxe : d'une part, la mobilisation de plus en plus grande des groupes de la société civile et les tentatives d'autonomisation des personnes marginalisées à divers niveaux, avec des influences apparemment positives sur les déclarations politiques, et d'autre part, le retrait de l'Etat de ses rôles et fonctions essentiels, notamment sa fonction mandatée par la constitution de garantir l'équité sociale. Les résultats sont consternants, en particulier en ce qui a trait à la sécurité humaine. La privation et la répression de plus en plus grande des groupes marginalisés ont fini par dresser les communautés les unes contre les autres.*

### Coalition nationale du Contrôle Citoyen

Bobby Kunhu<sup>1</sup>

« La liberté, c'est le lien qui unit le développement et la pauvreté. La pauvreté est le déni du droit de vivre dans la dignité... Le développement assorti d'équité, de justice, de distribution et de participation est un préalable à la survie et à l'expansion de la démocratie indienne »<sup>2</sup>.

De nombreuses franges de la population indienne souffrent de privation grave d'un ensemble de besoins de base communément reconnus, tels que nourriture suffisante, logement, habillement, soins de santé, éducation primaire, eau salubre et hygiène. De fait, les faiblesses majeures des changements économiques provoqués par l'Etat, après l'indépendance, ne sont pas l'absence de croissance économique ou d'industrialisation - au contraire, dans ces domaines, les réalisations de l'Inde ont été à tout le moins respectables - mais les politiques et les processus qui facilitent le respect des droits et des besoins fondamentaux. De plus, d'aucuns s'inquiètent de ce que les perspectives concernant certains de ces besoins de base aient pu relativement empirer, au cours de ce qui a été communément décrit comme la période de réformes économiques - à partir de juillet 1991.

Bien que les messies du libre-échange saluent un taux d'accroissement de 6% en 2002<sup>3</sup>, l'on n'ignore pas qu'il y a une inégalité et une marginalisation de plus en plus grandes de groupes déjà marginalisés<sup>4</sup>.

### Budget et droits socio-économiques

L'examen attentif de la pléthore de jargon et de rhétorique officielle amène à douter de l'engagement du gouvernement à la réduction de la pauvreté et la mise en œuvre des droits économiques.

Par exemple, depuis que l'éducation est devenue un droit fondamental aux termes de la Constitution indienne, il y a eu des allocations budgétaires dégressives pour l'application de ce droit, malgré les nombreuses promesses d'augmentations faites par le gouvernement. Dans le budget 2003, il n'y a eu qu'une augmentation marginale de l'allocation budgétaire réelle

---

<sup>1</sup> Bobby Kunhu est un avocat des droits de l'homme, par ailleurs coordonnateur de la Coalition nationale du Contrôle Citoyen en Inde.

<sup>2</sup> Samuel, John et Jagadananda, Eds. "Making sense of Democracy. An introduction to Social Watch India". *Citizens Report on Governance and Development*. New Delhi: National Social Watch Coalition, 2003.

<sup>3</sup> [www.adb.org/Documents/News/2002/nr2002048.asp](http://www.adb.org/Documents/News/2002/nr2002048.asp)

<sup>4</sup> Datt, Gaurav et Martin Ravallion "Is India's Economic Growth Leaving the Poor Behind?".

planifiée pour l'éducation. Le compte de recettes dans le cadre des allocations non planifiées à l'éducation a baissé, en termes d'allocation réelle par tête, du maigre montant de 15,40 INR (0,33 USD) à 14,68 INR (0,31 USD) entre 2002 et 2003. L'allocation prévue pour l'éducation a chuté de 0,30 INR (0,006 USD) par tête en 2002-2003 à 0,18 INR (0,003 USD) en 2003-2004. D'importants projets pédagogiques, comme le Programme national d'éducation des femmes, ont été abandonnés<sup>5</sup>.

Le projet *Sarva Shiksha Abhiyan* (Education pour Tous) du gouvernement central a enregistré une augmentation d'allocation de 15,12 milliards d'INR (328 millions de USD) mais n'a guère atteint l'objectif fixé de scolarisation de tous les enfants de moins de 14 ans avant décembre 2003. Le silence sur cet échec est sans doute trop assourdissant pour le gouvernement lui-même. Ce qui est évident, c'est la dépendance accrue des forces du marché pour combler le déficit éducatif<sup>6</sup>.

### Dépenses de santé : les plus faibles au monde

Le scénario n'est pas trop encourageant non plus dans le secteur de la santé. Comme indiqué dans le *Citizens Report on Governance and Development 2003, Social Watch India*, « le niveau de dépenses publiques dans le secteur de la santé est le plus faible au monde. Le système de santé indien est le plus privatisé au monde. Sur l'ensemble des dépenses de santé, 83% sont affectés aux dépenses privées, alors que 43% des pauvres dépendent des hôpitaux publics pour leurs soins. La privatisation et la déréglementation du système de santé ont entraîné la hausse du prix des médicaments. Avec ses nombreuses contradictions, la nouvelle Politique nationale de santé 2002 légitime la privatisation continue de ce secteur. Les dépenses de santé publique, actuellement inférieures à 1% du PIB, sont très en deçà des 5% du PIB recommandés par l'OMS ».

Les dépenses de santé, déjà maigres, ont été fortement réduites dans le budget 2003. En fait, la plupart des fonds engagés par le gouvernement sont liés à la privatisation du secteur de la santé et ont été engagés au nom des intérêts du marché<sup>7</sup>.

La Politique sur les produits pharmaceutiques 2003 est un autre enjeu qui a contribué à rendre inopérant le mécanisme de l'Arrêté sur le contrôle du prix des médicaments (Drug Price Control Order). Ce mécanisme a été institué en 1978, pour contrôler le prix de tous les médicaments. Cependant, le nombre de médicaments concernés a diminué à 35, ce qui représente environ 22% du marché total. Cette baisse entraîne l'accès réduit aux médicaments et aux systèmes de soins de santé, en particulier pour les secteurs les plus marginalisés de la société<sup>8</sup>.

Le gouvernement a réduit les dépenses globales au titre du programme général de nutrition, qui ont chuté de 79,2 millions de INR (1,7 million de USD) à 77,7 millions de INR (1,6 million de USD) dans le budget 2003. Il y a eu également une allocation insuffisante de 110 millions de USD avec le souhait irréalisable d'améliorer le cadre de vie d'un quart de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté. Il y a eu une baisse globale des dépenses

<sup>5</sup> CBA. *The Marginalised Matter*. 2003. Voir aussi Samuel et Jagadananda, *op cit*.

<sup>6</sup> « Bien que le taux d'alphabétisation ait grimpé de 18% en 1951 à 65% en 2001, un analphabète sur trois au monde est indien. Sur environ 200 millions d'enfants de la tranche d'âge des 6-14 ans, seuls 120 millions sont inscrits. L'insuffisance des allocations budgétaires, l'infrastructure scolaire délabrée en milieu rural, les forts taux d'abandons, la discrimination fondée sur les castes, sur le sexe, etc., sont la marque de notre système éducatif ». Samuel et Jagadananda, *op cit*.

<sup>7</sup> « Les dépenses publiques de santé en Inde sont parmi les plus faibles au monde. Actuellement, les dépenses publiques de santé, en tant que part des dépenses publiques annuelles totales, sont de 96,9% au Royaume-Uni, 44,1% aux Etats-Unis, 45,4% au Sri Lanka et 24,9% en Chine, mais pour l'Inde, elles atteignent le maigre montant de 17,3% ». Samuel et Jagadananda, *op cit*.

<sup>8</sup> Ramachandran, P. « Unhealthy Policy », *Frontline*, 15 mars 2002. Voir aussi Samuel et Jagadananda, *op cit*.

sociales, surtout vis-à-vis de franges marginalisées telles que les *dalits*<sup>9</sup>, les *adivasis*<sup>10</sup>, les femmes, etc.<sup>11</sup>

**TABLEAU 1**

Dépenses publiques de santé, en pourcentage des dépenses publiques totales (%)		
ETAT	1980-1981	1998-1999
Andhra Pradesh	7,63	8,45
Arunachal Pradesh	5,43	–
Assam	5,23	4,65
Bihar	5,49	4,81
Goa	–	5,11
Gujarât	6,08	5,41
Haryana	6,51	3,84
Himachal Pradesh	10,65	6,38
Jammu & Cashemire	11,82	5,16
Kerala	9,57	5,47
Madhya Pradesh	7,59	5,80
Maharashtra	6,53	4,84
Manipur	8,66	4,67
Meghalaya	15,34	7,22
Mizoram	–	4,93
Nagaland	9,57	5,39
Orissa	6,70	5,58
Punjab	6,52	4,73
Rajasthan	10,21	6,42
Sikkim	5,65	2,84
Tamil Nadu	6,56	8,32
Tripura	4,57	4,69
Uttar Pradesh	5,89	4,10
West Bengal	9,07	6,49

Source : Draft Tenth Five Year Plan, Vol VIII. Commission de la Planification.

## Chômage

L'une des tendances les plus préoccupantes qui ont accompagné le passage à l'économie de marché, c'est le chômage. Tandis que le chômage déguisé continue d'être source d'inquiétude, le chômage déclaré est devenu un sérieux problème. L'effondrement du secteur public et l'absence d'opportunités ainsi que la lente croissance du secteur privé qui en ont découlé ont entraîné une baisse marquée de l'emploi dans le secteur organisé. En effet, la part de l'effectif du secteur formel n'est que de 8% et tout indique que la vulnérabilité de la main-d'œuvre dans le secteur informel pourrait augmenter. Le plus alarmant, c'est l'augmentation

<sup>9</sup> Note de la rédaction : Les Dalits ou intouchables sont la population la plus marginalisée en Inde. Il y a environ 240 millions de Dalits (25% de la population) dans le pays. Ils sont essentiellement relégués aux métiers inférieurs.

<sup>10</sup> Note de la rédaction : On pense que les Adivasis sont les premiers habitants de l'Inde. Il y a environ 70 millions d'Adivasis (8% de la population) dans le pays. Ce sont principalement des populations marginalisées pratiquant l'agriculture, la chasse ou la cueillette.

<sup>11</sup> Samuel et Jagadananda, *op cit.*

du nombre de décès dus à l'inanition ou au suicide chez les jeunes agriculteurs marginalisés, survenue en 2003. Ces décès peuvent être attribués à l'augmentation de l'insécurité relative aux moyens de subsistance en milieux rural et urbain.

### **Terres, déplacements et conflits**

La situation en matière de distribution des terres présente aussi de l'intérêt. Exception faite de rares cas, tels que l'initiative du gouvernement de l'Etat du Madhya Pradesh d'octroyer de petites parcelles aux *dalits*, les politiques de distribution des terres à travers le pays ont été, dans l'ensemble, régressives. Les terres publiques ont été transférées à des sociétés privées, comme dans l'Etat du Tamil Nadu, et il n'y a guère de tentative de les distribuer aux paysans sans terre<sup>12</sup>.

Dans ce contexte, le débat sur les méga projets de développement et le déplacement est particulièrement sérieux et la discussion sur le projet de la Vallée de Narmada en est l'exemple le plus frappant. La Narmada Control Authority a recommandé que la hauteur du Barrage de Sardar Sarovar soit portée de ses 95 m actuels à 100 m<sup>13</sup>.

Les Adivasis ont été déplacés en masse à cause de l'inondation des terres consécutive à l'élévation du barrage, et ne sont pas du tout contents de leur réinstallation. Les conditions des personnes qui ont été touchées à Madhya Pradesh sont pires - la grande majorité des 35 000 familles évincées n'a toujours pas été réinstallée, tandis que 12 000 autres familles risquent d'être déplacées pendant la prochaine saison de la mousson. L'administration étatique a ouvertement déclaré qu'il n'y a pas de terre pour les personnes évincées et offre des indemnités en espèces, enfreignant les directives du Narmada Water Disputes Tribunal qui avaient été soutenues par la Cour Suprême en 2000<sup>14</sup>.

La classification des terres de rapport comme terres forestières est un autre processus qui dénie les droits de propriété foncière et d'accès à la terre à des communautés tout entières et à leurs propriétaires légitimes. Cette pratique s'est même soldée par la violence dans le nord de Kerala où la police a ouvert le feu sur un groupe d'Adivasis qui auraient empiété sur les terres forestières, faisant plusieurs morts<sup>15</sup>.

### **Interprétation du terrorisme**

Un autre problème de sécurité humaine est l'interprétation du terrorisme, qui sert de prétexte au renforcement des dépenses militaires et aussi, à l'introduction de changements répressifs dans le système de justice pénale, faisant fi des mandats constitutionnels. Le meilleur exemple est le récent prononcé du Comité du Juge Malimath qui recommande l'extension au droit criminel en général des pouvoirs draconiens de la police, en vertu de lois spéciales telle que la Loi sur la Prévention du Terrorisme<sup>16</sup>. Même dans le système actuel, ce sont les groupes les plus marginalisés qui s'en sortent le moins bien.

### **Conclusion**

Ayant analysé l'attitude de l'Etat vis-à-vis des engagements budgétaires relativement à la société en général et aux communautés marginalisées en particulier, nous devrions examiner les conditions actuelles de communautés spécifiques. La privation et la répression de plus en

---

<sup>12</sup> *Ibid.*

<sup>13</sup> *The Hindu*, 14 mai 2002.

<sup>14</sup> [www.narmada.org/sardar-sarovar/damincrease.html](http://www.narmada.org/sardar-sarovar/damincrease.html)

<sup>15</sup> Thakkaekara, Mari. « What reality happened ». *Frontline*, 15 mars 2002.

<sup>16</sup> Narrain, Siddharth. « Rights and Criminal Justice ». *Frontline*, 13 septembre 2003.

plus grande des communautés marginalisées par l'Etat, en termes économiques comme culturels, entraînent une situation dans laquelle les communautés sont dressées les unes contre les autres, se disputant le peu que l'Etat a à leur offrir en termes de droits de l'homme fondamentaux. Cela a engendré des situations comme par exemple à Gujarât où des forces répressives fondamentalistes se sont servi des communautés marginalisées pour attaquer des groupes minoritaires. La privatisation aveugle et l'érosion des droits socioéconomiques qui en a découlé en Inde ont eu des conséquences désastreuses.